

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°50-2025-022

PUBLIÉ LE 18 JUIN 2025

# Sommaire

## Préfecture de la Manche /

50-2025-06-18-00001 - Arrêté portant des mesures provisoires relatives à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques lors des événements liés à la fête de la musique 2025 (3 pages)

Page 3

50-2025-06-11-00002 - Arrêté préfectoral Approuvant le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité des PLU de Valognes et de Saint-Marcouf dans le cadre de la déclaration d'utilité publique pour la création de liaisons électriques nécessaires au raccordement au réseau électrique du parc éolien en mer Centre-Manche 1 (2 pages)

Page 7

50-2025-06-18-00002 - Arrêté réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs lors des événements liés à la fête de la musique 2025 (3 pages)

Page 10

Préfecture de la Manche

50-2025-06-18-00001

Arrêté portant des mesures provisoires relatives  
à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port  
et le transport d'artifices de divertissement et  
d'articles pyrotechniques  
lors des événements liés à la fête de la musique  
2025



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité et de la réglementation**

***Arrêté portant des mesures provisoires relatives à l'achat, la vente, la cession, l'utilisation,  
le port et le transport d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques  
lors des événements liés à la fête de la musique 2025***

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

**VU** la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

**VU** le code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

**VU** le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R.557-6-1 et suivants ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2542-2 et suivants ;

**VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions ;

**VU** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**VU** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** le décret 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risque ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**VU** le décret du 25 août 2023 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Manche ;

**VU** l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif à la mise sur le marché des produits explosifs ;

**VU** l'arrêté du 21 janvier 2025 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, sous-préfète, directrice de cabinet ;

**CONSIDERANT** les risques d'atteinte grave aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques destinés au théâtre sur la voie publique, dans tous les lieux où se tiennent des rassemblements de personnes et dans les immeubles d'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'à l'occasion de la fête de la musique 2025 des regroupements importants sur la voie publique, accompagnés de manifestations de liesse, sont à prévoir sur l'ensemble du département de la Manche ;

**CONSIDERANT** que durant cette période la nécessité de prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public, il convient que soient prises des mesures adaptées et limitées dans le temps, complétant les dispositions en vigueur au plan national relatives aux artifices de divertissement et aux articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer, dans un contexte de niveau élevé de la menace terroriste, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**CONSIDERANT** le risque de panique qui pourrait être engendré par l'utilisation d'articles pyrotechniques dans des lieux de grand rassemblement et les risques d'incendie qui pourraient être provoqués par des individus, isolés ou en réunion, contre des biens en particulier des véhicules et des biens publics ;

**SUR PROPOSITION** de la directrice de cabinet ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de catégories C1, F1, C2, F2, C3, F3, C4, F4, P1, P2, T1 et T2 sont interdits dans le département de la Manche, sur la période **du vendredi 20 juin 2025 à 20h00 au dimanche 22 juin 2025 à 08h00**.

**Article 2 :**

Les dispositions de cet arrêté ne s'appliquent pas aux professionnels qui utilisent des artifices de divertissement dans le cadre de spectacles pyrotechniques tels que définis à l'article 2 du décret n° 2010-580 susvisé, ainsi qu'aux feux d'artifices non classés « spectacles pyrotechniques », mis en œuvre par des communes, des personnes de droit public, des organisateurs d'événements ou des particuliers sur des espaces privés.

Les interdictions prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne s'appliquent pas pour les spectacles pyrotechniques soumis à déclaration en préfecture, ayant fait l'objet d'une instruction et de la délivrance du récépissé réglementaire.

**Article 3 :** La directrice de cabinet du préfet de la Manche, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale de la Manche, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Manche et les maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cherbourg et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Coutances.

Saint-Lô, le 18 juin 2025

Pour le préfet et par délégation  
La directrice de cabinet  
Signé

Stéphanie PETITJEAN

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Préfecture de la Manche

50-2025-06-11-00002

Arrêté préfectoral Approuvant le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité des PLU de Valognes et de Saint-Marcouf dans le cadre de la déclaration d'utilité publique pour la création de liaisons électriques nécessaires au raccordement au réseau électrique du parc éolien en mer Centre-Manche 1

Arrêté n°25-095-VM

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

***Approuvant le bilan de la concertation préalable à la mise en compatibilité des PLU  
de Valognes et de Saint-Marcouf dans le cadre de la déclaration d'utilité publique  
pour la création de liaisons électriques nécessaires au raccordement au réseau électrique  
du parc éolien en mer Centre-Manche 1***

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**  
***Chevalier de la Légion d'honneur***  
***Chevalier de l'ordre national du Mérite***

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 103-6 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-062-VM en date du 9 avril 2025 portant ouverture d'une concertation préalable à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Valognes et de Saint-Marcouf dans le cadre de la construction de liaisons électriques pour le raccordement au réseau électrique national du parc éolien en mer Centre-Manche 1 par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE) ;

**Vu** les dossiers de demande de mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Valognes et de Saint-Marcouf joints à la concertation ;

**Vu** la concertation préalable du lundi 5 mai 2025 au mardi 20 mai 2025 sur le territoire des communes de Valognes et de Saint-Marcouf ;

**Vu** les bilans de la concertation dressés par la société RTE ;

**Considérant** l'absence de remarques émises lors de la concertation préalable ;

**SUR** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture,



**- ARRETE -**

**ARTICLE 1** : Les bilans de la concertation préalable à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Valognes et de Saint-Marcouf dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique pour la construction de liaisons électriques nécessaires au raccordement au réseau électrique du parc éolien en mer Centre-Manche 1 par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE), joints en annexe, sont arrêtés.

**ARTICLE 2** : Les bilans de la concertation seront tenus à la disposition du public dans chacune des mairies concernées pendant une durée de 2 mois à compter de leur dépôt.

**ARTICLE 3** : Les bilans de la concertation seront joints au dossier mis à l'enquête publique unique relative au raccordement au réseau électrique du parc éolien en mer Centre-Manche 1.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Valognes et de Saint-Marcouf pour une durée de 2 mois. Un certificat justifiant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par chaque maire concerné.

Il sera également publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche et de RTE :

- <https://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis>

- [www.rte-france.com/raccordement-CM1](http://www.rte-france.com/raccordement-CM1)

**ARTICLE 5** : La secrétaire générale de la préfecture, les maires de Valognes et de Saint-Marcouf et la société RTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Saint-Lô, le 11 juin 2025

**Xavier BRUNETIERE**  
**Signé**

Préfecture de la Manche

50-2025-06-18-00002

Arrêté réglementant temporairement la  
distribution et la vente de carburants et de  
produits chimiques, inflammables ou explosifs  
lors des événements liés à la fête de la musique  
2025



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**  
**Direction des sécurités**  
**Bureau de la sécurité et de la réglementation**

***Arrêté réglementant temporairement la distribution et la vente de carburants  
et de produits chimiques, inflammables ou explosifs  
lors des événements liés à la fête de la musique 2025***

**LE PRÉFET DE LA MANCHE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier BRUNETIERE, préfet de la Manche ;

**Vu** le décret du 25 août 2023 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la Manche ;

**Vu** l'arrêté du 21 janvier 2025 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, sous-préfète, directrice de cabinet ;

**CONSIDERANT** que le plan Vigipirate a été relevé au niveau urgence attentat sur l'ensemble du territoire national ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : [prefecture@manche.gouv.fr](mailto:prefecture@manche.gouv.fr)  
Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :  
- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous  
- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous  
Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00

**CONSIDERANT** la nécessité d'assurer, dans un contexte de niveau élevé de la menace terroriste, la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**CONSIDERANT** que les risques de troubles à l'ordre public sont particulièrement importants à l'occasion de la fête de la musique se déroulant le 21 juin 2025 sur l'ensemble du département de la Manche ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'autorité de police administrative de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la prévention des troubles à l'ordre public et de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures applicables sur le territoire d'une ou plusieurs communes ;

**CONSIDERANT** que l'un des moyens constatés pour commettre des incendies ou des tentatives d'incendie volontaires consiste à utiliser des carburants et combustibles ; que la projection, l'utilisation inconsidérée ou mal intentionnée de ces produits, particulièrement sur la voie et les biens publics et sur les lieux de rassemblements, sont de nature à entraîner des dangers, des accidents et des atteintes graves aux personnes et aux biens; qu'il est nécessaire de prévenir les désordres et les mouvements de panique engendrés par la projection de ces éléments dans une foule ou sur les forces de sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que toutes mesures proportionnelles doivent être prises pour prévenir toute atteinte significative à l'ordre public et qu'ainsi, il est nécessaire d'interdire provisoirement la vente en contenant transportable de carburants et de produits chimiques, inflammables ou explosifs ;

**SUR PROPOSITION** de la directrice de cabinet ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'acquisition par des particuliers de carburants, de produits chimiques, inflammables ou explosifs, sous forme solide, liquide ou gazeuse, à emporter en contenant transportable, à l'exception des bouteilles de gaz et du carburant à usage domestique, sont interdits dans le département de la Manche, sur la période **du vendredi 20 juin 2025 à 20h00 au dimanche 22 juin 2025 à 08h00**.

### **Article 2 :**

En application de l'article R. 610-5 du code pénal, la violation des interdictions édictées par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

**Article 3 :** La directrice de cabinet du préfet de la Manche, les sous-préfets d'arrondissement, le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale de la Manche, le directeur interdépartemental de la police nationale de la Manche et les maires du département de la Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Cherbourg et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Coutances.

Saint-Lô, le 18 juin 2025

Pour le préfet et par délégation  
La directrice de cabinet

Signé

Stéphanie PETITJEAN

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen – 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).